



## Un courant qu'il faut arrêter

Ce courant d'idées fausses que nous voyons prendre chaque jour plus d'extension et qui bat en brèche notre organisation scolaire de la Province, on peut dire qu'il a été créé de toutes pièces, il y a quelques années seulement, par des gens qui ont au cœur, au lieu de patriotisme, l'horreur de l'influence religieuse. Si l'on croit que ces gens-là s'occupent le moins des intérêts véritables et de l'avenir des Canadiens-Français !

Puis le bon public, qui accepte volontiers les opinions toutes faites, attendant parler fort, s'est dit qu'il doit y avoir quelque chose au fond de tout ce bruit. Et voilà le courant qui se forme et qui circule partout. Même il ne fut pas lent à sortir du pays et à s'en aller dire à nos compatriotes des États-Unis que, dans la province de Québec, on n'apprend pas à lire.

Il y a huit jours, le "courant" était à Cohoes, N. Y., où l'*Indépendant* lui faisait bon accueil, souhaitant de voir enfin la province de Québec dotée, en matière d'enseignement primaire, d'un système scolaire pratique et compatible avec les besoins de notre temps.

Quelle joie de voir revenir à flot ce mot d'éducation "pratique," qui nous amusa naguère, mais dont on ne parlait plus beaucoup depuis quelque temps ! — Voyons ! On enseigne dans nos écoles à lire, à écrire, à compter : et ce n'est pas pratique, cela ? Que faudrait-il donc que nos bambins de dix ans apprennent sur les bancs de l'école ? ... A construire des locomotives, à jeter des ponts sur les fleuves, peut-être ?

"... compatible avec les besoins de notre temps." Comment ! Enseignerait-on, dans nos écoles, la langue des Etrusques, l'écriture cunéiforme des Babyloniens et les hiéroglyphes des Egyptiens, et ferait-on faire de l'arithmétique en chiffres romains ? — Si c'est cela que l'on fait, dans les écoles primaires, on ne saurait vraiment proclamer trop énergiquement qu'il faut cesser de maintenir, en ce pays, un système d'enseignement en effet bien incompatible "avec les besoins de notre temps." — Moi, quand j'allais aux petites écoles, on nous montrait à lire en français, à écrire les lettres et les chiffres ordinaires ; je me sers encore de ce que j'en ai appris, et je n'ai jamais trouvé que j'étais là-dessus en avant ou en arrière "de notre temps." Les "nouveaux" qui arrivent au Séminaire, chaque année, savent

aussi lire et écrire comme vous et moi. — Qu'on nous indique donc dans quelles de nos écoles élémentaires on enseigne des choses dont les enfants d'aujourd'hui n'ont pas besoin !

L'*Indépendant* ajoute que "si la proportion des illettrés est plus grande dans la province de Québec que dans l'Ontario, c'est là en grande partie à l'insuffisance des lois scolaires." Les illettrés de la province de Québec... voilà un propos qui commence à me chauffer les oreilles, à moi, un peu plus que de raison.

Les gens qui ont vécu d'un peu près avec le peuple, savent pourtant que la grande préoccupation de toutes nos familles canadiennes-françaises est de faire apprendre aux enfants à lire et à écrire. Il n'y a presque pas d'exceptions à cet état de choses. Vous dirait-on bien enfin tenir compte de ce fait ?

Les illettrés de la province de Québec... Ici, comme ailleurs, il y a des personnes jeunes et des personnes âgées. De ce qu'une certaine proportion de celles-ci est illettrée, c'est-à-dire n'a pas appris à lire et à écrire il y a vingt, trente ou quarante ans, cela prouve bien qu'autrefois les écoles manquaient ou étaient insuffisantes ; mais je ne vois pas bien que l'on ait le droit d'en conclure qu'aujourd'hui il en est encore de même.

Comme s'il était bien difficile de savoir comment vont aujourd'hui les choses scolaires !

Il y a un moyen bien simple pour juger de l'efficacité de l'organisation scolaire de notre temps. — Tous les enfants canadiens-français font leur première communion, après avoir suivi durant plusieurs semaines un cours d'instruction religieuse donné par les prêtres de chaque paroisse. Que l'on demande donc à MM. les curés s'ils rencontrent, chaque année, beaucoup d'enfants qui ne savent pas lire la lettre du catéchisme... Ils répondront qu'ils en rencontrent si rarement, que l'on peut dire en général que tous les enfants de cette Province apprennent à lire... Que reste-t-il, après cela, de la prétendue "insuffisance" de nos lois scolaires !

Notre confrère de l'*Indépendant* admettra donc, croyons-nous, que sa bonne foi a été surprise. Nous le prions de se défier de ceux qui vont criant à l'insuffisance de notre organisation scolaire : le souci de la vérité, non plus que le patriotisme bien entendu, n'est pas dans le camp de ces détracteurs ou de ces ignorants.

Nous ne disons pas, sans doute, que tout

est parfait dans notre système scolaire. Il y aura toujours à améliorer, là comme partout en ce monde. Du moins, l'Église et l'État ont assez prouvé, jusqu'à présent, à ce qu'il me semble, qu'ils reconnaissent toute l'importance de cette grande œuvre de l'éducation du peuple.

ORNIS.

## Les collèges classiques

Presque au moment de mettre sous presse, nous recevons le *Monde canadien* du 18 novembre, et nous y lisons qu'il s'attend à voir les subsides aux collèges classiques supprimés par les nouvelles lois scolaires que, dit-on, le gouvernement de Québec soumettra prochainement à la Législature.

Cette éventualité de la suppression des subventions aux collèges, inspire à notre confrère montréalais des considérations dont nous approuvons la plupart, et que nous voudrions bien reproduire ici, si le manque d'espace ne nous en empêchait.

Le *Monde canadien* voudrait voir l'État donner à l'avenir des subventions, sinon aux collèges eux-mêmes, du moins aux professeurs qui feraient preuve de capacités supérieures.

Beaucoup de juges compétents sont en effet d'avis qu'une meilleure rémunération du travail de nos professeurs de collège, toute question de dévouement mise à part, suffirait pour élever notablement le niveau de l'enseignement classique en ce pays. Nous reviendrons peut-être un jour sur cette question, que nous ne pouvons traiter aujourd'hui.

Mais nous trouvons que le *Monde canadien* s'accommode bien facilement de la suppression possible des secours que donne le gouvernement à beaucoup de collèges classiques.

Nous ignorons quelle est la position financière des autres collèges de la Province. Aussi nous ne parlerons ici que du nôtre.

Jacques-Cœur expose, en une autre colonne, que le Séminaire de Chicoutimi doit combler, chaque année, un déficit de \$6.000. Il réussit à le faire grâce aux \$1.500 qu'il reçoit annuellement de l'État, et à diverses ressources créées par la charité. — Si le déficit annuel allait s'accroître soudainement de \$1.500 par la suppression de la subvention gouvernementale, nous ne pouvons imaginer de quelle façon notre Séminaire pourrait faire face à la situation... Il n'y aurait probablement qu'un moyen à prendre : supprimer les honoraires de..... \$40 à 100 que reçoivent nos professeurs. Ils auraient toujours bien leur nourriture assurée ! Quant aux dépenses du vêtement, ils pourraient aisément, durant les vacances, prendre la besace du mendiant et quitter de maison en maison.....